

## Burundi : Un président sous haute surveillance africaine

RFI, 01-02-2016 Pas de force de l'UA au Burundi, mais Nkurunziza reste sous pression Les chefs d'Etat de l'Union africaine réunis en sommet à Addis-Abeba ont décidé qu'il n'y aura pas de force africaine au Burundi sans le consentement du gouvernement burundais. Mais les chefs d'Etat espèrent encore convaincre Pierre Nkurunziza d'accepter l'arrivée de soldats de la paix sur son territoire. Le commissaire Paix et Sécurité de l'Union africaine, Smaïl Chergui, l'a rappelé lors de sa conférence de presse dimanche matin : par le passé, le gouvernement burundais a sollicité l'aide de l'UA pour désarmer les groupes rebelles et pour collecter toutes les armes qui circulent illégalement au Burundi.

Aujourd'hui, le numéro 2 de la Commission de l'UA saisit cette perche pour proposer au gouvernement burundais une force africaine qui pourrait lui apporter un soutien sur cinq points : le désarmement des milices ; la protection des civils en coopération avec la police burundaise ; la facilitation du travail des défenseurs des droits de l'homme ; la récupération de toutes les armes qui circulent sur le territoire burundais ; éventuellement, le déploiement de la force de l'UA aux frontières du Burundi en fonction des besoins. Une référence à ce que le Burundi appelle « des infiltrations rebelles venus du Rwanda ». Il est trop tôt pour dire comment Pierre Nkurunziza va réagir à cette offre. Mais selon une source qui assistait ce week-end à un huis clos des chefs d'Etat africains, le représentant du gouvernement burundais à ce sommet, Joseph Butore, n'a pas fermé la porte à cette mission militaire de l'Union africaine, dès lors qu'elle contribuerait à la protection des civils. Un président sous haute surveillance A première vue, Pierre Nkurunziza sort donc gagnant de ce 26e sommet de l'Union africaine. Un sommet où il ne s'est d'ailleurs pas rendu personnellement sans doute de peur d'essayer une nouvelle tentative de putsch. Ce week-end, plusieurs chefs d'Etat, comme l'Egyptien Abdel Fatah al-Sissi et l'Equato-Guinéen Theodoro Obiang-Nguema, ont brandi le principe sacro-saint de la souveraineté nationale pour s'opposer à tout déploiement de l'Union africaine au Burundi sans son accord. Grâce à le président burundais a donc gagné du temps. Mais Pierre Nkurunziza ne doit pas crier victoire trop vite. Il pourrait recevoir, dans quelques jours, la visite d'une délégation de chefs d'Etat africains mandatés par l'Union africaine pour demander avec insistance de dialoguer avec tous ses opposants et d'accepter enfin cette fameuse force de l'Union africaine. Le président burundais est prévenu : avec le Nigérian Muhammadu Buhari et le nouveau président en exercice de l'Union africaine, le Tchadien Idriss Déby, le Burundi sera sous haute surveillance. « Si la situation au Burundi se dégrade un peu plus, le déploiement de cette force africaine deviendra une nécessité », avertit ainsi le ministre tchadien des Affaires étrangères Moussa Faki Mahamat sur notre antenne ce lundi 1er février. Quid de l'Amisom, en Somalie ? Plutôt que de mettre sur pied une nouvelle mission au Burundi, plusieurs dirigeants africains ont défendu, durant le sommet de ce week-end, un renforcement des missions existantes de l'UA, notamment de l'Amisom, qui tente de débarrasser la Somalie des insurgés islamistes radicaux shebabs, responsables mi-janvier d'une attaque sanglante contre une base de l'armée kényane dans le sud somalien. Une attaque pour laquelle il n'y a d'ailleurs toujours aucun bilan officiel. Les shebabs affirment avoir tué plus de 100 soldats kényans. Ci-dessous, le Mozambicain Francisco Madeira, chef de la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM), évoque la situation au micro de notre envoyé spécial à Addis-Abeba. Avec notre envoyé spécial à Addis-Abeba, Christophe Boisbouvier